OTF FEO
Your Voice. Your Strength. Votre voix. Votre force.
Ontario Teachers' Federation
Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario



PRINCIPALES CONCLUSIONS

Écoles, austérité et privatisation en période de pandémie

Paul Bocking, PhD

Principales conclusions

Écoles, austérité et privatisation en période de pandémie

Paul Bocking, PhD

Ce rapport montre comment l'éducation de la maternelle à la 12e année en Ontario a subi une profonde transformation durant la pandémie de coronavirus, en raison de l'impact de la maladie ainsi que des politiques et des priorités du gouvernement progressiste-conservateur du premier ministre Doug Ford au cours de cette période.

Malgré les incidences historiques, politiques, économiques et sociales sans précédent de la pandémie de coronavirus, et en dépit des interventions actives nécessaires pour la contenir, on a observé une continuité significative des politiques prépandémiques de l'administration Ford concernant l'éducation de la maternelle à la 12e année. Le gouvernement a imposé l'austérité budgétaire et favorisé la privatisation, tout en maintenant une attitude partisane et antagoniste envers les critiques, en particulier de la part des fédérations de personnel enseignant. Ensemble, l'austérité financière et les formes de privatisation sont souvent désignées par l'expression « néolibéralisation de l'éducation », pour leur réduction de la sphère publique et du bien commun, au profit de la réalisation de bénéfices et de la concurrence à tout prix.

Financement de l'enseignement public de 2020 à 2022

1. Le gouvernement provincial a abandonné son programme initial bien financé pour faire face à la pandémie dans les écoles de la maternelle à la 12e année, qui aurait pu prévenir ou réduire considérablement les infections responsables des fermetures d'écoles.

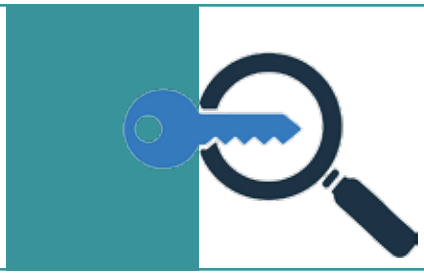
Un rapport d'enquête du *Toronto Star* a présenté les détails Un rapport d'enquête du Toronto Star a présenté les détails du plan initial du gouvernement de l'Ontario pour faire face à la pandémie à la réouverture des écoles en septembre 2020. Il rendait obligatoires l'administration fréquente de « tests de surveillance » sur une grande échelle pour le dépistage des personnes asymptomatiques et l'investissement dans l'augmentation de la capacité des laboratoires; il comportait des augmentations considérables du financement des conseils scolaires pour limiter à 15 élèves (recommandé par les épidémiologistes comme nombre optimal pour permettre une distanciation physique de deux mètres) l'effectif des classes à l'élémentaire et au secondaire; enfin, il prenait en considération le coût du personnel enseignant et du personnel supplémentaires, ainsi que les contraintes d'espace. Ce plan n'a jamais été mis en œuvre.

Le plan officiel de retour à l'école comprenait des protocoles de sécurité à l'école et la fourniture d'ÉPI, mais évitait pour une bonne part les mesures visant la réduction de l'effectif des classes, recommandées par l'Hôpital pour enfants de Toronto (SickKids). Les scientifiques, les spécialistes médicaux et les présidences de conseils scolaires interviewés en janvier 2021 ont fait valoir que le plan initial aurait pu prévenir ou réduire les infections qui ont causé les fermetures d'écoles en 2020.

2. Le défaut de réduire l'effectif des classes a été l'effet le plus important du financement provincial limité, dont la majeure partie provenait du gouvernement fédéral et des fonds de réserve des conseils scolaires.

Le gouvernement s'est vanté d'avoir investi au total 1,3 milliard de dollars au début de l'année scolaire 2020-2021. Cependant, moins du tiers de cette somme a réellement été versé par la province, puisque 381 millions de dollars venaient du gouvernement fédéral et 496 millions de dollars de « fonds débloqués » pour permettre aux districts scolaires de puiser dans leur fonds de réserve pour leur fonctionnement quotidien. Si un conseil scolaire avait des réserves, elles étaient habituellement utilisées pour des projets d'immobilisation comme la construction de nouvelles écoles ou la rénovation d'écoles existantes.

L'effet le plus important du nouveau financement limité a été l'incapacité des districts scolaires de réduire l'effectif de la plupart des classes de l'élémentaire et la dépendance au



PRINCIPALES CONCLUSIONS

regroupement en cohorte pour le faire dans les classes du secondaire. Un fonds de 30 millions de dollars, suffisant pour recruter seulement 300 nouvelles enseignantes et nouveaux enseignants, a été créé pour l'ensemble des 4 444 écoles publiques et catholiques de la province servant près de deux millions d'élèves. Répartie dans toutes les écoles de l'Ontario, la somme de 655 millions de dollars consacrée par les conseils scolaires au recrutement de personnel supplémentaire (représentant près de la moitié des réserves des conseils scolaires) a représenté en moyenne 1,5 membre du personnel, ou moins d'une enseignante ou d'un enseignant.

3. La réduction des dépenses du gouvernement de l'Ontario consacrées à l'éducation au cours de l'année scolaire 2021-2022 a eu des conséquences importantes aux chapitres de la santé et de la sécurité et des retards d'apprentissage des élèves.

L'augmentation du financement de l'année précédente pour l'éducation de la maternelle à la 12e année a été discrètement limitée pour l'année scolaire 2021-2022. Les dépenses plus importantes consacrées à la dotation en personnel, en particulier pour réduire l'effectif des classes afin de permettre la distanciation physique et le fonctionnement d'écoles virtuelles parallèles, sont demeurées insuffisantes, inégales à l'échelle de la province et passagères. Cela a donné lieu à l'apprentissage hybride et fragmenté, ainsi qu'à un effectif nombreux dans les classes (en particulier dans les écoles élémentaires), ce qui a rendu extrêmement difficiles l'apprentissage et la distanciation physique. Cela a également amplifié la difficulté pour le personnel enseignant de diagnostiquer les retards dans l'apprentissage des élèves durant les longues périodes de fermeture scolaire, et d'y remédier.

Dans ce contexte, le personnel éducatif, les fédérations de personnel enseignant et les membres du public intéressés ont réagi en suivant une gamme d'approches comprenant des contestations judiciaires, des manifestations et le refus de travailler dans les écoles durant les éclosions généralisées. L'administration Ford a réagi en attaquant publiquement ses critiques, qu'il s'agisse de médecins, de scientifiques, de dirigeantes syndicales et de dirigeants syndicaux, ou de membres du personnel éducatif. Il est compréhensible que les membres du personnel éducatif et les parents aient eu l'impression d'avoir été induits en erreur par un gouvernement qui insistait pour dire que les écoles de l'Ontario étaient mieux outillées que jamais, alors que l'effectif des classes n'avait pas été réduit et que l'accès des élèves aux aides-enseignantes et aux aides-enseignants, aux travailleuses et travailleurs auprès des enfants et des jeunes, aux psychologues, aux travailleuses et travailleurs sociaux ainsi qu'à d'autres professionnelles et professionnels essentiels demeurait insuffisant.

Santé et sécurité

4. L'administration Ford n'avait pas de données pour étayer son allégation voulant que les écoles ne favorisent pas la propagation de la COVID, ce qui a exposé à un risque répété les élèves, le personnel éducatif et le personnel enseignant.

Tout au long de la pandémie, l'administration Ford s'est efforcée de convaincre la population de l'Ontario que toutes les mesures raisonnables avaient été prises pour assurer la sécurité dans les écoles de l'Ontario, tout en s'en prenant publiquement aux scientifiques, aux médecins, aux dirigeantes syndicales et aux dirigeants syndicaux ainsi qu'aux activistes qui affirmaient le contraire. L'ampleur de la transmission de la COVID-19 dans les écoles a été cruciale pour déterminer les mesures à prendre afin de rendre les écoles plus sécuritaires et décider si des classes, des écoles, des districts ou tout le système devaient passer à l'apprentissage en ligne.

Une analyse détaillée des documents provinciaux obtenus au moyen d'une demande d'accès à l'information présentée par le Toronto Star, publiée en juin 2021, a révélé que le gouvernement ne disposait pas des données nécessaires pour étayer solidement son allégation voulant que les écolent ne favorisent pas la propagation de la COVID-19. Les personnes



PRINCIPALES CONCLUSIONS

décisionnaires n'en étaient pas certaines, même après des séances d'information présentées par des scientifiques. La raison principale était l'absence de tests de surveillance sur une grande échelle dans les écoles pour le dépistage des personnes asymptomatiques.

Les allégations du gouvernement concernant les investissements dans les tests de dépistage des personnes asymptomatiques se sont également révélées inexactes. Au cours de l'automne 2021, les écoles élémentaires sont devenues les principaux sites d'éclosion, avec un taux trois fois plus élevé que les autres lieux de travail. Dans ces conditions, là où les tests de dépistage des personnes asymptomatiques organisés par la province dans les écoles demeuraient très limités, des parents activistes et des membres du personnel éducatif se sont organisés pour procurer aux écoles locales des milliers de tests fournis par des fournisseurs sans but lucratif. Quelques jours plus tard, le gouvernement provincial intervenait pour les bloquer et a par la suite annoncé l'élargissement des tests rapides dans les écoles situées dans les secteurs à risque élevé.

5. Les dépenses consacrées par le gouvernement de l'Ontario à la ventilation des écoles ont été insuffisantes.

Devant les critiques croissantes du public à l'endroit de son plan de retour à l'école pour 2020-2021, le gouvernement de l'Ontario a annoncé l'octroi d'une somme de 50 millions de dollars pour améliorer la ventilation dans les écoles. Bien que des améliorations essentielles et tardives de la ventilation aient été apportées dans certaines écoles et que des unités de ventilation portatives à filtres HEPA aient été placées dans de nombreuses salles de classe, toutes les écoles qui en avaient besoin n'ont pas bénéficié de rénovations structurelles coûteuses.

À l'automne 2021, le ministère de l'Éducation a annoncé que le gouvernement avait distribué aux districts 70 000 unités de ventilation portatives à filtres HEPA pour placer dans les salles de classe, et qu'il avait mis en œuvre 2 000 améliorations structurelles à la ventilation. En réponse à cette dernière annonce, les dirigeantes locales et les dirigeants locaux du personnel enseignant dans la région du Grand Toronto (RGT), dans le centre et dans le sud-ouest de l'Ontario ont déclaré que les dépenses pour améliorer la ventilation dans les écoles de leurs districts avaient été consacrées au changement plus fréquent des filtres et à une surveillance accrue des installations techniques générales des bâtiments. Les analyses des taux d'échange d'air ont été très limitées en raison des contraintes temporelles et de l'équipement spécialisé nécessaire. Très peu de changements réels ont été apportés à la structure physique des systèmes de ventilation – aucun appareil de traitement de l'air n'a été amélioré pour en accroître la capacité, aucun système de gaines n'a été ajouté et aucun évent supplémentaire n'a été installé dans les salles de classe.

Répercussions sur l'enseignement et l'apprentissage

6. Les politiques de l'administration Ford concernant l'enseignement en classe, virtuel et hybride ont causé des retards considérables dans l'apprentissage de nombreuses et nombreux élèves, ainsi que l'épuisement professionnel du personnel enseignant.

Un grand nombre d'enseignantes et d'enseignants à l'élémentaire et au secondaire ont dit craindre que les longues périodes d'apprentissage en ligne, surtout de mars à juin 2020 et d'avril à juin 2021, aient causé des retards considérables dans l'apprentissage de nombreuses et nombreux élèves incapables de s'engager entièrement dans le mode d'apprentissage en ligne. C'était particulièrement le cas des élèves racialisés, de celles et ceux dont les parents occupaient des emplois précaires et/ou de celles et ceux qui avaient des besoins particuliers. Partout dans la province, les élèves vivant dans des familles à faible revenu et les élèves racialisés avaient tendance à choisir l'enseignement virtuel, tandis que les élèves de race blanche et vivant dans des familles mieux nanties optaient habituellement pour l'enseignement en personne.



PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les exigences de l'enseignement en classe, virtuel et hybride ont accentué les efforts déployés par le personnel enseignant pour rattraper les retards dans l'apprentissage des élèves. Les mesures visant à réduire la propagation du coronavirus, notamment les nouvelles consignes de santé et de sécurité, le regroupement en cohortes et, dans les écoles secondaires, les quadrimestres et les octomestres, ont occasionné de grands défis pour l'enseignement, y compris la perte de temps de préparation. De nombreuses enseignantes et de nombreux enseignants à l'élémentaire en particulier ont dû composer avec les contraintes physiques de leurs classes et le nombre d'élèves permettant de maintenir la distanciation physique.

Dans tout le processus décisionnel du gouvernement provincial et de nombreux districts scolaires, la capacité de jugement professionnel du personnel enseignant a constamment été occultée par la mise en œuvre autocratique des politiques. De pair avec le manque d'orientations claires et cohérentes dans d'autres politiques, qui a occasionné du stress, la participation du personnel enseignant à la recherche de solutions pour améliorer les conditions d'enseignement et d'apprentissage a été oubliée. Le stress et la tendance à l'épuisement professionnel vécus par de nombreuses enseignantes et de nombreux enseignants se sont intensifiés au cours de l'automne 2021 dans les districts scolaires où les écoles virtuelles temporaires ont été remplacées par l'apprentissage hybride.

7. Le manque de financement de la part du gouvernement provincial a considérablement contribué à la prévalence de l'apprentissage hybride, qualifié de « catastrophique » par les directions scolaires.

L'apprentissage hybride intensifie considérablement le travail du personnel enseignant en l'obligeant à s'adresser simultanément au groupe d'élèves physiquement présentes et présents en classe et aux élèves qui assistent au cours par vidéo à l'aide d'un ordinateur. Le modèle hybride a limité les choix pédagogiques que pouvait faire le personnel enseignant, souvent forcé d'adopter un mode d'enseignement plus axé sur l'enseignante ou l'enseignant et faisant davantage appel à la mémorisation, aux allures de cours magistral universitaire devant un grand groupe. Ce modèle est mal adapté à la plupart des élèves.

Lorsque la plupart des districts scolaires ont décidé de cesser de recourir aux écoles virtuelles centrales en 2021-2022 en l'absence du financement accordé pour la pandémie l'année précédente, ils se sont tournés vers l'enseignement hybride, ce qui a eu des conséquences néfastes. Selon un sondage administré aux directions scolaires par People for Education en 2022, la proportion d'écoles élémentaires offrant l'enseignement hybride est passée de 11 p. 100 en 2020-2021 à 27 p. 100 en 2021-2022, tandis qu'elle a légèrement diminué dans les écoles secondaires, pour passer de 50 à 47 p. 100.

Le sondage a révélé que la plupart des directions scolaires craignaient que l'enseignement hybride soit moins efficace sur le plan pédagogique, après avoir observé une diminution de l'engagement des élèves et une augmentation du stress pour le personnel enseignant et administratif. Elles ont qualifié l'enseignement hybride de « catastrophique » et ont indiqué qu'il s'agissait de la tâche la plus difficile confiée au personnel enseignant jusque-là.

Privatisation de l'enseignement public

8. La décision du gouvernement de l'Ontario de faire passer les cours en ligne des conseils scolaires à TVO/TFO mettra l'accent sur l'aspect commercial de l'apprentissage, plutôt que sur son aspect pédagogique, et ne repose sur aucun fondement rationnel.

En juillet 2020, l'administration Ford a modifié la loi pour élargir le mandat de TVO et TFO afin d'inclure le développement et la prestation de cours en ligne de la maternelle à la 12e année. Cette mesure allait supplanter les systèmes et consortiums d'apprentissage en ligne exploités de longue date par les



PRINCIPALES CONCLUSIONS

conseils de district et leur personnel enseignant. À la demande du gouvernement provincial, TVO/TFO s'est également vu confier le mandat de commercialiser les cours en ligne dans le cadre d'une « stratégie de développement mondial » auprès des écoles privées de l'Ontario et à l'étranger pour générer des revenus, ce qui a attisé les craintes de privatisation. Il semble que ces diffuseurs publics s'efforcent d'adopter un modèle commercial d'autofinancement.

L'Ontario Public School Boards' Association (OPSBA) a déclaré que rien ne justifiait que l'on confie à TVO/TFO le contrôle de l'apprentissage en ligne lorsque son impartition pouvait mener à sa privatisation et à sa commercialisation, plutôt que de mettre l'accent sur la pédagogie. Elle a soutenu que les consortiums existants assuraient déjà l'accès des élèves à un apprentissage en ligne efficace et de grande qualité, en bonne partie grâce à son intégration complète dans les opérations des districts individuels, pour faire en sorte que les élèves soient entièrement soutenus par leurs enseignantes locales et leurs enseignants locaux, qui contribuent à leur tour à l'élaboration des ressources en ligne.

Il faudrait apparemment un financement massif pour que TVO et TFO puissent coordonner l'apprentissage en ligne à l'échelle de la province et fournir beaucoup plus de cours asynchrones. Cependant, TVO a déjà fait l'objet d'une surveillance étroite qui a révélé sa fonctionnalité réduite après qu'un conseil scolaire lui eut imparti son « école virtuelle » pour les élèves de 11e année et de 12e année durant l'année scolaire 2020-2021, avec des résultats négatifs.

9. Les paiements en espèces versés aux parents par le gouvernement de l'Ontario pourraient établir un précédent pour l'attribution de bons d'études dans les écoles privées.

En janvier et en mars 2021, l'administration Ford a offert des paiements directs en espèces totalisant 400 $ aux parents d'élèves de la maternelle à la 12e année, ou de 500 $ aux parents d'élèves ayant des besoins particuliers. Il a justifié ces paiements en affirmant qu'ils compenseraient les coûts supplémentaires de l'éducation engagés par les familles en raison de l'apprentissage en ligne. Aucune condition n'était rattachée à leur utilisation et ces bons ont été offerts à toutes les familles, sans tenir compte de leurs besoins financiers. Il aurait été beaucoup plus efficient d'affecter ce financement aux districts scolaires pour encourager l'achat massif d'appareils numériques à des prix beaucoup plus avantageux que ceux que pourraient trouver les familles individuelles, tout en améliorant l'accès à l'internet haute vitesse dans les régions rurales.

Pour financer ces paiements, le gouvernement a affecté 1,8 milliard de dollars puisés dans le budget provincial pour l'éducation de la maternelle à la 12e année. Les associations de conseils scolaires, les syndicats et de nombreux membres du personnel éducatif ont dit craindre que ce détournement du financement aggrave l'insuffisance des sommes disponibles pour les écoles. La Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (FEO) a indiqué que les fonds fournis par le gouvernement provincial ressemblaient à la mise à l'essai d'un bon plutôt qu'à un « coup de pouce aux familles ». Les bons pourraient être un moyen de vaincre graduellement l'impopularité historique de l'aide publique à l'enseignement privé en Ontario.

10. La « plateformisation » et la numérisation de l'éducation par des entreprises de technologie d'éducation ont accéléré la privatisation au sein de l'enseignement public durant la pandémie.

Cette situation découle en partie des décisions prises par le passé et aujourd'hui par les gouvernements provinciaux et les responsables de l'éducation de confier le développement de technologies d'éducation à des entreprises à but lucratif, qui ont connu un essor durant la pandémie. Il semble que le rôle accru des technologies d'éducation survivra à la pandémie. La principale question est de savoir si l'on accordera la priorité à l'intérêt public ou au profit privé.



PRINCIPALES CONCLUSIONS

Le recentrage de l'enseignement autour des plateformes de système de gestion de l'apprentissage (SGA) est à la fois une forme de privatisation et une menace potentielle pour l'autonomie du personnel enseignant. Concrètement, cela peut se voir dans le passage de l'enseignement centré sur des enseignantes et des enseignants qui dispensent des leçons dans un lieu physique particulier et à l'intérieur d'une période de temps déterminée, à des cours magistraux en direct ou préénregistrés et des modules d'activités en ligne qui peuvent être visionnés ou complétés par les élèves en tout temps et en tout lieu. Cette dissociation de l'enseignement et des bâtiments et des cours prévus selon un horaire déterminé se reflète dans les justifications données par l'administration Ford pour élargir l'apprentissage en ligne obligatoire.

Les pronostics futuristes optimistes ne tiennent pas compte des préoccupations concernant l'inégalité d'accès aux ressources nécessaires, attribuable à des formes d'iniquité systémique, ainsi que les incidences sur la santé mentale et le stress chez les élèves et le personnel enseignant, causées par la déstructuration et le caractère illimité de la formation scolaire et du travail du personnel enseignant. Que signifie pour le personnel enseignant renoncer à ses rôles et à son expertise dans l'enseignement des matières au moyen de la pédagogie, pour adopter celui de « coach d'apprentissage » et d'interprète de données générées de façon numérique par l'entremise de systèmes plus centralisés? Et quelles sont les incidences de ces processus sur le bien-être des élèves en général et des élèves ayant des besoins particuliers et/ou issus de milieux marginalisés, en particulier?

Stratégies de récupération

11. L'Ontario a besoin de stratégies de récupération qui se penchent sur les retards d'apprentissage des élèves, valorisent l'opinion du personnel enseignant et créent des technologies éducatives de soutien sans but lucratif.

De plus en plus de chercheuses, de chercheurs et de porte-parole ont souligné la nécessité de « stratégies de récupération en éducation » suffisamment financées pour remédier aux retards d'apprentissage des élèves, axées sur les élèves les plus défavorisés durant la pandémie et mises en œuvre par les conseils scolaires publics, plutôt que d'être laissées aux parents, qui peuvent avoir ou non les moyens de les appliquer. Cela peut comprendre du soutien scolaire intensif de qualité en petits groupes durant et après la journée scolaire, ainsi que du temps supplémentaire et la possibilité pour le personnel enseignant dans différents niveaux scolaires et matières de comparer les notes en fonction des besoins d'élèves particuliers. Cela suppose certainement davantage de soutiens en matière de santé mentale pour les élèves, notamment plus de travailleuses sociales et travailleurs sociaux, de travailleuses et de travailleurs auprès des enfants et des jeunes, de conseillères, de conseillers et de psychologues, de même que du rayonnement scolaire pour les groupes communautaires au sein des groupes marginalisés. La pandémie a également établi plus que jamais le besoin de réduire l'effectif des classes.

Pour bien remédier aux causes fondamentales de la hausse des niveaux de stress et d'épuisement professionnel, il faut regarder les diverses façons dont le travail du personnel enseignant s'est intensifié durant la pandémie. Des solutions efficaces nécessitent une plus grande participation des enseignantes et des enseignants au processus décisionnel des districts scolaires et aux décisions du gouvernement provincial, qui a l'ultime contrôle des finances de l'enseignement de la maternelle à la 12e année.



PRINCIPALES CONCLUSIONS

Il est possible que les technologies d'éducation amènent l'enseignement de la maternelle à la 12e année dans une autre direction qui soutient les écoles publiques, le personnel enseignant et les élèves, plutôt que de les saboter. Au lieu du recours à la sous-traitance auprès de sociétés à but lucratif, une entité sans but lucratif pourrait être soutenue par les ressources combinées et l'envergure des districts scolaires de l'Ontario et du gouvernement provincial pour devenir un développeur des principales plateformes technologiques utilisées par les élèves et le personnel enseignant. Plutôt que la recherche de parts de marché ou de données utilisateur exploitables, les technologies d'éducation seraient développées à l'échelle pour compléter et renforcer – et non pour supplanter – l'expertise et le professionnalisme du personnel enseignant. Ce serait un mécanisme vraiment créé dans l'intérêt des élèves, et non dans celui du profit.



OTF FEO

Your Voice. Your Strength. Votre voix. Votre force.

Ontario Teachers' Federation

Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario